

I. Madagascar



L'île de Madagascar est située dans l'océan Indien. Elle est séparée de la côte orientale de l'Afrique par le canal du Mozambique.

Avec sa longueur de 1 580 kilomètres et sa largeur de 580 kilomètres, elle atteint une superficie de 587 000 km². Madagascar compte environ 27 millions d'habitants.

La capitale de l'île est Antananarivo.



Carte de Madagascar (Extrait du site internet mondecarte.com)

Une partie des premiers habitants de l'île avait des origines africaines, mais la majorité avait des racines plus orientales (l'actuelle Indonésie, les Philippines, les îles de la Polynésie, etc.).

Les premiers nouveaux immigrants sont des pratiquants de l'Islam, surtout des Arabes, qui s'installent le long des côtes, y créant des bases pour leur commerce des esclaves.

À partir de 1500, Madagascar est le théâtre d'un véritable brassage entre la population locale et les très nombreux immigrants, qui viennent d'Afrique (surtout des Bantous), d'Asie (Arabes, Perses, Malais, etc.) et d'Europe (initialement surtout les Portugais). Cela crée un grand nombre de petits royaumes, qui se combattent sans cesse pour exercer leur hégémonie sur l'île. Le premier qui parvient à unifier le pays et à imposer son autorité sur toute l'île est Andrianampoinimerina, qui règne de 1787 à 1810. Son fils Radama I^{er}, qui règne de 1810 à 1828, est le premier à se donner le titre de "roi de Madagascar".



2004, n°s 1859 & 1856

Le roi Andrianampoinimerina



Le roi Radama I^{er}

Les premiers Européens qui s'intéressent à Madagascar sont les Portugais, mais au 17^e siècle, ils sont suivis par les Français, qui veulent faire de Madagascar une base de la Compagnie française des Indes orientales. Ils installent en 1643 la première colonie française de l'île à Fort Dauphin, situé à l'extrême pointe sud de Madagascar. Plusieurs expéditions sont lancées à partir de Fort Dauphin, surtout vers l'île Bourbon, la future Réunion. Fort Dauphin sera abandonné après un massacre des colons par la population indigène, le 27 août 1674. Les quelques survivants se sont alors installés à l'île Bourbon.

Entretemps, les rois et les reines qui se succèdent à Madagascar au 19^e siècle suivent des politiques très versatiles, acceptant ou refusant alternativement la présence des Européens, favorisant parfois les Anglais, une autre fois les Français.

Après la mort de Radama I^{er} en 1828, le trône est donné à son épouse, la reine Ranavalona I^{ère}, qui va régner de 1828 à 1861. Son fils Radama II lui succède, mais il est assassiné en 1863, après moins de deux ans de règne. Puis vient la reine Rasoherina, l'épouse de Radama II, qui règne de 1863 à 1868. Elle est suivie par une autre épouse du roi Radama II, Ranavalona II, qui occupe le trône de 1868 à 1883.



La reine Ranavalona I^{ère}



*2004, n°s 1854, 1857/1858 & 1860
Le roi Radama II*



La reine Rasoherina



La reine Ranavalona II

Le royaume se termine par le règne de Ranavalona III, qui monte sur le trône en 1883 mais qui sera renversée par les Français en 1897.

La politique de la reine Ranavalona I^{ère}, menée pendant son long règne de 1828 à 1861, est extrêmement ambiguë. D'un côté, elle favorise et attire les Européens qui lui apportent une modernisation technique et industrielle, mais d'autre part, elle s'oppose avec fermeté aux visées coloniales européennes aussi bien françaises que britanniques et à l'importation des religions chrétiennes.

Parmi les Blancs dont elle a accepté la collaboration, il faut surtout mentionner l'aventurier français Jean Laborde, qui a, entre 1831 et 1878, pratiquement seul doté l'île d'une industrie métallurgique et chimique. Il a créé des fabriques de fusils et de canons, une papeterie, une verrerie, une sucrerie, une raffinerie, une savonnerie, et introduit de nombreuses autres nouveautés dans l'île.



*1939-1940, n°s 222/225
Jean Laborde*

Laborde est cependant expulsé de l'île en 1857. Après l'avènement du roi Ramala II en 1861, celui-ci, très pro-occidental, rappelle Jean Laborde de France. Il est nommé consul de France en 1862, mais après l'assassinat du roi par le parti conservateur en 1863, il assiste impuissant à la montée de l'influence britannique à la cour royale. Il meurt en 1878.

Les deux reines suivantes, Rasoherina (1863-1868) et surtout Ranavalona II (1868-1883) poursuivent la modernisation du pays, tout en s'opposant à une véritable colonisation. Dès son avènement, Ranavalona II se convertit à la religion protestante, importée par les missionnaires anglais. Cette conversion favorise évidemment les visées britanniques sur l'île, au grand dépit de la France.

La France réagit en 1882 face au progrès britannique à Madagascar, et envoie en 1882 des troupes qui occupent quelques villes côtières comme Majunga et Tamatave.

Des négociations avec la nouvelle reine Ranavalona III aboutissent en 1885 à un compromis, où la France reconnaît le royaume malgache, mais reçoit en contrepartie le droit d'y diriger la politique extérieure. La ville de Diego-Suarez (actuellement Antsiranana), à la pointe nord de l'île, devient française.



2004, n° 1855
La reine Ranavalona III

C'est en fait le début d'un véritable protectorat français sur l'île. En échange d'autres concessions, la Grande-Bretagne et l'Allemagne reconnaissent les droits français sur Madagascar.

En 1894, la France veut aller encore plus loin et faire de Madagascar une véritable colonie. La reine Ranavalona III refuse de plus amples concessions à la France, et la guerre éclate fin 1894.

Les troupes françaises, commandées par le général Jacques Duchesne, ne rencontrent que peu de résistance, et s'emparent en 1895 de presque toute l'île. Le 6 août 1896, le gouvernement français proclame officiellement que Madagascar est une colonie française à part entière. La reine Ranavalona III est arrêtée en 1897 et exilée d'abord à la Réunion, ensuite en Algérie où elle meurt en 1917. La monarchie malgache est définitivement abolie.



1946, n°s 314/315
Le général Jacques Duchesne



1946, n° 319
50^e anniversaire du rattachement de Madagascar
à la France. Effigie du général Gallieni

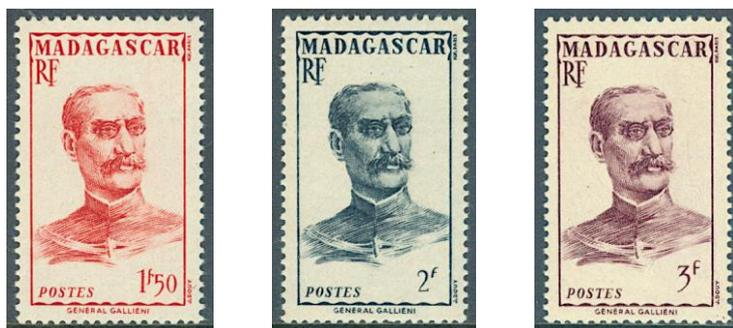
C'est le général Joseph Gallieni qui est envoyé à Madagascar pour y instaurer le régime colonial. Pour réprimer toute velléité de résistance, il commence par employer la manière très brutale, avec de nombreuses arrestations et exécutions sommaires, et l'instauration d'un travail forcé généralisé au profit de la France. Les exécutions les plus retentissantes sont celles, fin 1896, du prince Ratsimamanga et du ministre de l'intérieur Rainandriamampandry.



1939-1940, n°s 214/221



1943, n° 280 (timbre sans le sigle "RF", émis par le régime de Vichy)
Le général Joseph Gallieni

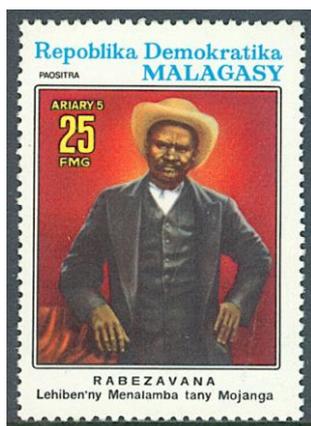


1946, n°s 308/310
Le général Joseph Gallieni



1976, n° 604
Rainandriamampandry, le ministre de l'intérieur malgache exécuté en 1896

Les deux derniers à se soumettre sont le chef de bande Rabezavana, qui se bat contre les Français jusqu'en 1897 dans le nord de l'île, et Rainibetsimisarakaka, qui, à bout de forces, se soumet lui aussi en 1897.



1977, n° 611
Rabezavana



1974, n° 542
Rainibetsimisarakaka

Les derniers résistants à la colonisation française

Après cette "pacification" extrêmement brutale et répressive, Gallieni, nommé gouverneur général de Madagascar dès 1896, commence à organiser et à développer l'île, y construisant des routes, des ponts, des chemins de fer, des écoles et des hôpitaux. Son bilan est assurément très positif.

Gallieni a été aidé dans cette œuvre coloniale malgache par son subordonné dont il a décelé les énormes talents, le futur maréchal Hubert Lyautey, qui appliquera plus tard les méthodes de Gallieni au Maroc. Un autre de ses subordonnés est Joseph Joffre, lui aussi futur maréchal et commandant en chef des armées françaises au début de la guerre 1914-1918.



1954, n°s 325/326
Hubert Lyautey



1946, n°s 316/318
Joseph Joffre

La philatélie de la période coloniale de Madagascar est plutôt compliquée. Initialement, ce sont des timbres des Colonies françaises qui reçoivent pour Madagascar une surcharge avec une nouvelle valeur. À partir de 1895, quand Madagascar est devenu un protectorat, les timbres de France reçoivent une surcharge "POSTE FRANÇAISE / MADAGASCAR", et en 1896, quand l'île devient officiellement une colonie française, des timbres au type "Groupe" sont émis avec la légende "MADAGASCAR ET DÉPENDANCES".



Timbres de 1889

Timbres de 1895

(Facsimilés provenant du site Delcampe)



Timbres de 1896 au type "Groupe" avec la légende "Madagascar et dépendances"

La première série typiquement malgache est émise en 1903. Les timbres représentent un zébu et l'arbre nommé ravelana.



Timbres de la série de 1903 représentant un zébu et l'arbre ravelana

En 1904, par manque de timbres, des timbres de Diego-Suarez et de Madagascar sont coupés et en deux et annulés avec des cachets qui mentionnent qu'il s'agit d'un affranchissement spécial par manque de figurines.



*1904, Exemples de cachets signalant un affranchissement spécial par manque de figurines
(Facsimilés provenant du site Delcampe)*

La première grande série coloniale est émise à partir de 1908. Les timbres représentent un transport en filanzane. Elle servira, avec des nouvelles valeurs et des surcharges, jusqu'à l'émission d'une nouvelle série en 1930.



1908, Exemples de timbres représentant un transport en filanzane

Cette nouvelle série de 1930 comporte quatre sortes de timbres : un attelage de zébus et trois types d'indigènes (un chef Sakalave, une jeune fille Hova et une femme Betsiléo).



Attelage de zébus



Femme Betsiléo



Chef Sakalave

Jeune fille Hova

Exemples de timbres de la série de 1930

Après les grandes séries coloniales et les séries émises en hommage à Gallieni et à Laborde, une dernière série-fleuve est émise en 1946. Outre les effigies de Gallieni, Duchesne et Joffre, ces timbres montrent des zébus et des types indigènes.



Zébus



Types Sakalaves



Danseur du Sud de Madagascar



Types Betsimisaraka

Exemples de timbres de la série de 1946

Cette série comporte cependant une singularité amusante. Elle est composée de 19 valeurs, qui toutes correspondent à un tarif postal bien défini, sauf... le timbre à 3,60 F. Pourquoi ce timbre ? Simplement parce que la série, émise le 10 février 1946, comportait 18 timbres, pour une valeur faciale complète de 96,40 F. Cette série était surtout achetée par les collectionneurs à Paris, à l'Agence pour les timbres-poste d'outre-mer (seulement 5 % des séries partaient réellement vers Madagascar). Or, pour ne pas avoir à rendre systématiquement la monnaie de 3,60 F. aux collectionneurs qui achetaient une série, la payant avec un billet de 100 F., les autorités postales ont émis plus tard un 19^e timbre-poste complètement inutile, à 3,60 F., pour faire un total parfaitement rond de 100 F...



Le 3,60 F complètement superflu, pour arrondir le montant total à 100 F.

Concernant la philatélie malgache, il faut également parler de plusieurs territoires qui ont émis pendant une courte période leurs propres timbres : Diego-Suarez, Majunga, Nossi-Bé et Sainte-Marie de Madagascar. Et l'on ne peut pas négliger les timbres consulaires britanniques.

1) Diego-Suarez

Par le traité franco-malgache signé le 17 décembre 1885, la zone de Diego-Suarez, à l'extrême pointe nord de l'île, est donnée à la France, qui y installe une importante base navale. Lorsque Madagascar devient le 6 août 1896 une colonie française à part entière, Diego-Suarez en fait automatiquement partie.

De 1885 à 1896, Diego-Suarez a employé ses propres timbres. D'abord les timbres des Colonies françaises, ensuite en 1890 quatre timbres lithographiés à dessin très simple, et enfin des timbres des Colonies françaises surchargés "DIEGO-SUAZREZ".



Les quatre timbres de Diego-Suarez de 1890 (Facsimilés provenant du site Delcampe)

À partir des 1892 sont émis les timbres au type "Groupe", en 1892 avec la légende "Diego-Suarez et Dépendances", en 1893 avec la légende plus simple "Diego-Suarez". Diego-Suarez est actuellement la ville d'Antsiranana.



1892, Timbres au type "Groupe" avec la mention "Diego-Suarez et Dépendances"



1893, Timbres au type "Groupe" avec la mention "Diego-Suarez"

2) Majunga

Majunga, actuellement Mahajanga, est une ville portuaire du nord-ouest de Madagascar, où les troupes françaises ont débarqué en 1895, pour commencer la conquête de Madagascar. Par manque de figurines de 15 centimes, des timbres de France y ont été surchargés en 1895 par "0,15" à la plume ou par "15" avec un tampon à l'encre grasse. Ces timbres sont des raretés mondiales, qui nécessitent une expertise profonde et compétente.



1895, Timbres de Majunga (Facsimilés provenant du site Delcampe)

3) Nossi-Bé

Nossi-Bé, actuellement Nosy Be, est une île au nord-ouest de Madagascar. Déjà en 1839, l'amiral Anne Chrétien Louis de Hell, le gouverneur de l'île Bourbon, la future Réunion, envoie Pierre Passot vers Madagascar pour y installer une présence française dans une rade sûre et en faire un important comptoir commercial. Passot débarque en 1840 à l'île de Nossi-Bé et y fonde un poste militaire. Il revient à Nossi-Bé en 1841 et prend officiellement possession de l'île au nom de la France.



1942, n° 231

*100^e anniversaire du rattachement de Mayotte et de Nossi-Bé à la France
De gauche à droite : l'amiral de Hell, Pierre Passot et Aimable Jéhenne, le commandant de
La Prévoyante, le navire qui accoste à Nossi-Bé en 1840.*

Ici aussi, la philatélie suit le même chemin : d'abord des timbres des Colonies françaises avec une nouvelle valeur en surcharge, puis avec la surcharge "NSB" ou "Nossi-Bé" et finalement l'émission en 1894 de timbres au type "Groupe" avec la légende "NOSSI-BÉ".



*Timbres de Nossi-Bé de 1890 et 1893
(Facsimilés provenant des sites eBay et Delcampe)*



1894, Timbres de Nossi-Bé au type "Groupe"

4) Sainte-Marie de Madagascar

Sainte-Marie de Madagascar, actuellement Nosy Boraha, et une île située au nord-est de Madagascar. Elle a été cédée à la France dès 1750, après avoir été longtemps un repaire de pirates, ce qui lui a donné son surnom d'île aux Forbans.

La véritable colonisation française y commence vers 1820, et l'île rejoint en 1896 la colonie de Madagascar nouvellement créée.

En 1894, l'île émet à son tour des timbres au type "Groupe" avec la légende "S^{IE} MARIE DE MADAGASCAR"



1894, Timbres de Sainte-Marie de Madagascar au type "Groupe"

5) Les timbres consulaires britanniques

Pour terminer, il faut parler des timbres consulaires britanniques. De 1884 à 1895, le vice-consul anglais de la capitale Tananarive avait instauré un système de paiement du courrier anglais. La communauté britannique devait d'abord effectuer le paiement de son courrier avec une vignette, qui était fixée sur la lettre par l'un de ses angles gommés ou avec une épingle, et apporter le courrier au vice-consulat de Tananarive. Au vice-consulat, cette vignette était soit revêtue du cachet consulaire, soit enlevée et remplacée par le mot PAID. Cela payait le transport par porteur jusqu'au port de Tamatave, où des timbres de la poste française étaient apposés pour permettre l'envoi vers l'étranger.



Exemples de timbres consulaires britanniques de Madagascar (facsimilés)

Madagascar étant devenue leur colonie, les Français croyaient la pacification achevée après l'œuvre de Gallieni. Rien n'est moins vrai : l'opposition d'une grande partie de la population va se manifester de plus en plus ouvertement contre ce qu'elle considère comme une occupation imposée par la force.

Le mouvement nationaliste se développe surtout dans les années 1920, sous l'impulsion de Jean Ralaimongo. Celui-ci ne demande pas encore l'autonomie ou l'indépendance, mais plus modestement que les Malgaches se voient attribuer la citoyenneté française.



1971, P.A. n° 114



1984, n° 720

Jean Ralaimongo

Pendant la deuxième guerre mondiale, après une courte invasion des troupes britanniques en 1942, ce n'est qu'à la fin de 1942 que les autorités françaises de Madagascar se rallient à la France Libre. Tous les timbres locaux disponibles sont surchargés "FRANCE LIBRE".



1942, n°s 249 & 250

Timbres avec la surcharge "FRANCE LIBRE"

Après la guerre, le mouvement d'opposition se fait de plus en plus pressant, surtout avec la création en 1946 du MDRM (*Mouvement démocratique pour la rénovation malgache*), dirigé par le communiste Joseph Raseta et le centriste Joseph Ravoahangy Andrianavalona.

Mais la misère qui règne après la guerre, la pénurie des matières alimentaires et le rétablissement du travail forcé provoque en 1947 une grave insurrection, accompagnée du massacre de 150 colons français.

Le répression française est extrêmement brutale, faisant des dizaines de milliers de victimes dans la population locale. Le MDRM est dissous et leurs leaders sont emprisonnés ou exilés.



1980, n° 639
Joseph Raseta



1971, P.A. n° 116
Joseph Ravoahangy Andrianavalona



1987, n°s 794/795
40^e anniversaire de l'insurrection de 1947

Dans les années 1950, la décolonisation s'amorce partout dans le monde, et la France commence à préparer Madagascar d'abord à l'autonomie, ensuite à l'indépendance. La France mise surtout sur Philibert Tsiranana pour réaliser cette évolution. Tsiranana avait fondé en 1946 le PADESM (*Partis des déshérités de Madagascar*), beaucoup plus modéré que le MDRM, ensuite en 1956 le PSD (*Parti social-démocrate*), de centre-gauche, favorable à une coopération avec la France.

En 1958, la *Communauté française* est créée. Les États qui acceptent d'en être membre deviennent des républiques autonomes, mais Paris garde la main sur la politique étrangère, la défense et les finances. Madagascar, après un référendum, accepte de faire partie de la Communauté française et Philibert Tsiranana en devient le premier président, le 14 octobre 1958.

L'indépendance complète est accordée à Madagascar le 26 juin 1960, et Tsiranana continue d'être le président de la République malgache, un poste qu'il va occuper jusqu'en 1972.



1959, n°s 338/339

Proclamation de la République, dans le cadre de la Communauté française, le 14 octobre 1958



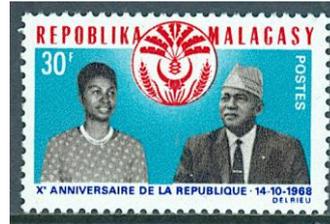
1959, n° 340

La Communauté française



1968, n°s 455/456

Dixième anniversaire de la proclamation de la République, le 14 octobre 1958
Le président Tsiranana et son épouse



1985, n° 742

25^e et 50^e anniversaire de l'indépendance, proclamée le 26 juin 1960



2010, n° 1899

Jusqu'en 1967, Tsiranana va jouir d'une grande popularité. Son gouvernement est démocratique, l'économie libérale donne une certaine prospérité à l'île, son attitude pro-occidentale dans ses relations extérieures et le fait de faire de la France son partenaire privilégié lui assurent une sympathie internationale et lui procurent plusieurs années de stabilité.



1960, n° 353



1960, n°s 355/356

Le président Philibert Tsiranana





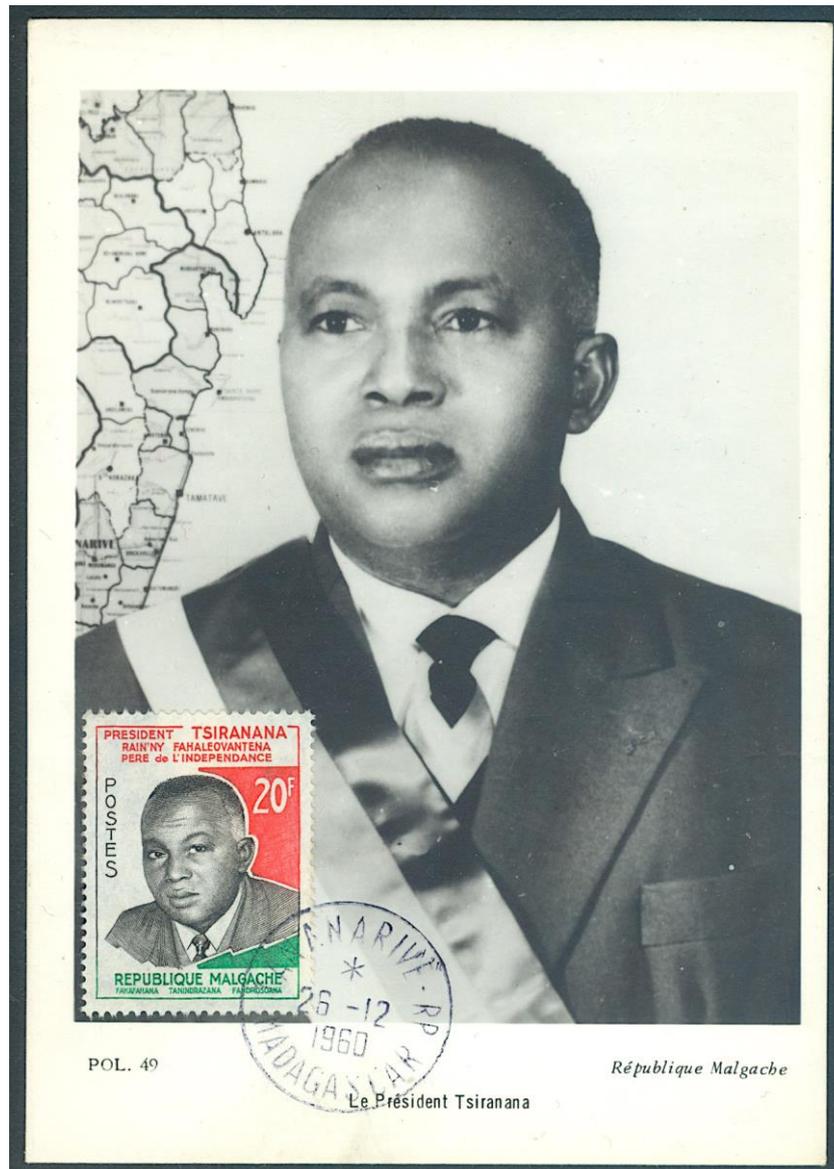
1965, n°s 408/409



Le président Philibert Tsiranana



1969, n° 464



Carte maximum de 1960 avec le timbre n° 355
Le président Philibert Tsiranana



1964, n° 399

Relations privilégiées avec la France

Mais à partir de 1967, sa politique extrêmement francophile est de plus en plus critiquée. Face à ces critiques, Tsiranana, dont la santé se dégrade fortement, se montre de plus en plus autoritaire et irritable. Il est de plus en plus isolé, coupé des réalités et incapable de constater la dégradation socio-économique.

En 1971, un mouvement contestataire, commencée par les étudiants et continué par les agriculteurs et les éleveurs, est réprimé avec une grande brutalité. Tsiranana essaie vainement de s'accrocher, mais ayant perdu toute sympathie auprès de la grande majorité de la population, il est contraint d'abandonner la présidence le 11 octobre 1972.



1971, n° 481



1972, n° 500

Le président Tsiranana

Le général Ramanantsoa succède à Tsiranana, mais il s'avère incapable de résoudre les problèmes économiques et d'assurer la stabilité intérieure. Il passe la main en 1975 au colonel Ratsimandrava, qui est assassiné après une semaine. Après une longue période de troubles, le capitaine Didier Ratsiraka prend le pouvoir en juin 1975, et fait de Madagascar la République démocratique de Madagascar, d'obédience communiste. Dans ce nouveau régime, l'absence totale de démocratie, la répression de toute opposition, la dégradation rapide de l'économie et du commerce font de Madagascar en quinze ans un des pays les plus pauvres du monde.



2000, n° 1791FD
Le général Gabriel Ramanantsoa



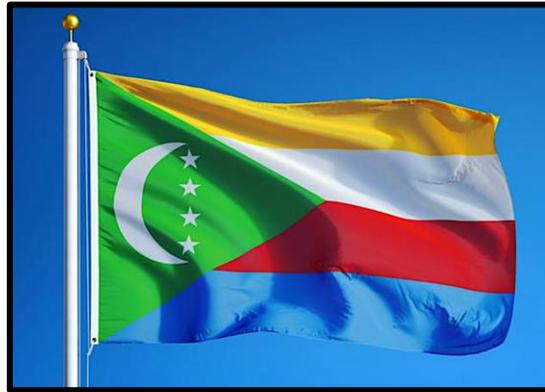
1975, n°s 556/558
Le colonel Richard Ratsimandrava, chef d'État pendant six jours, assassiné le 11 février 1975



1977, n° 609
1980, n° 643
1985, n° 763
Premier, 5^e et 10^e anniversaire de la République démocratique de Madagascar, d'obédience communiste

Ratsiraka est renversé en 1993, mais reprend le pouvoir de 1997 à 2002. Les présidents qui lui succèdent (dont les principaux sont Marc Ravalomanana de 2002 à 2009 et Andry Rajoelina, de 2010 à 2014 et à nouveau à partir de 2019) ne parviennent pas à redresser le pays et Madagascar reste un pays où continue de régner une très grande instabilité.

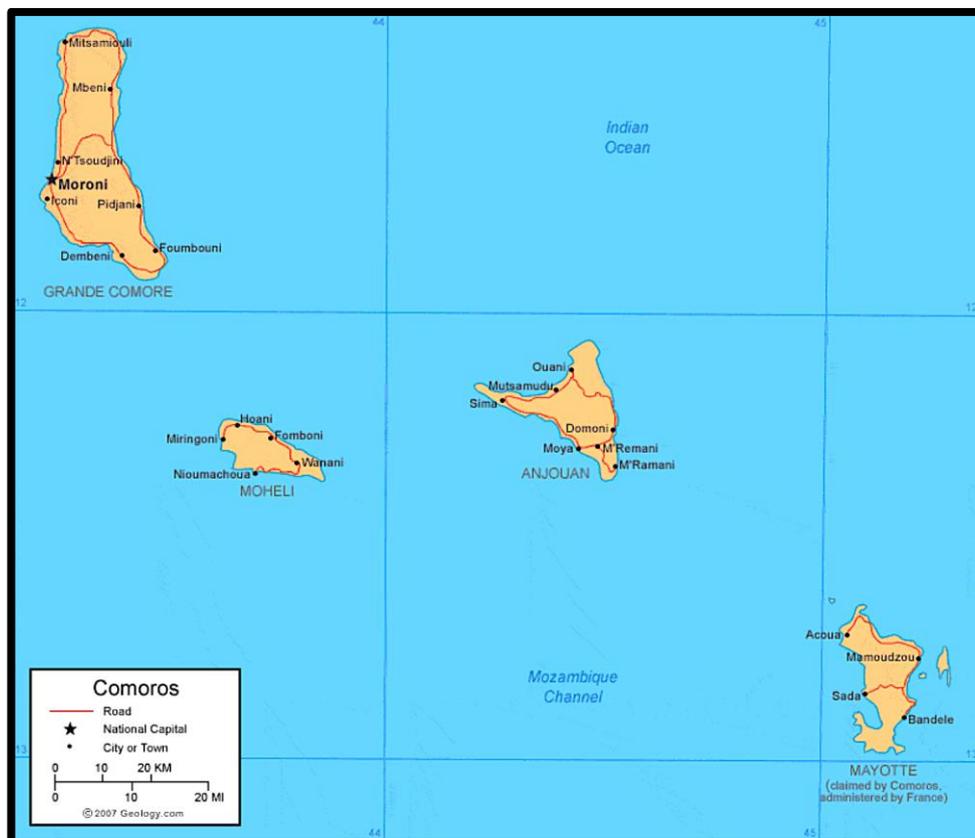
II. Les îles Comores



L'archipel des Comores est situé dans l'océan Indien, dans la partie septentrionale du canal du Mozambique, au nord-ouest de Madagascar. Il est composé de quatre grandes îles : Grande Comore, Anjouan, Mohéli et Mayotte. Les trois premières îles forment l'État indépendant des Comores, mais Mayotte a décidé de rester française, et est actuellement un département de France d'outre-mer.

La superficie de l'État indépendant est d'environ 2 600 km², celle de Mayotte est de 376 km². L'État indépendant compte environ 1 100 000 habitants, Mayotte 280 000.

La capitale des Comores est Moroni, dans l'île de Grande Comore.



Cartes des îles Comores (Extrait du site internet Wikipedia)



1977, P.A. n° 36
Carte de l'archipel des Comores



Grande Comore



Anjouan



Mayotte



Mohéli
1972-1975, P.A. n°s 49, 53, 61 & 67
Cartes des quatre grandes îles de l'archipel

Les Comores ont été islamisées dès le 7^e siècle, mais initialement ce sont surtout les élites qui suivaient cette religion, la majorité du petit peuple et les très nombreux esclaves continuant à être des adeptes des religions primitives.

Les rivalités entre les quatre grandes îles étaient grandes, et les sultans locaux passaient la plus grande partie de leur temps à guerroyer les uns contre les autres. On les appelle les "sultans batailleurs". Les îles ont en plus à souffrir beaucoup des nombreuses invasions malgaches et de l'activité des pirates, pour qui les Comores formaient un excellent point de relâche.

Ce n'est qu'après 1800 que les Français commencent à s'intéresser aux Comores, surtout après avoir dû céder l'île Maurice aux Anglais.

Le 25 mars 1841, Pierre Passot, envoyé par l'amiral Anne Chrétien Louis de Hell, le gouverneur de l'île Bourbon, la future Réunion, après avoir pris possession de l'île de Nossi-Bé, au nord-ouest de Madagascar, achète l'île de Mayotte au sultan local. Cette prise de possession de Mayotte est ratifiée le 13 juin 1843 par le roi Louis-Philippe.



Madagascar, 1942, n° 231

100^e anniversaire du rattachement de Mayotte et de Nossi-Bé à la France.

De gauche à droite : l'amiral de Hell, Pierre Passot et Aimable Jéhenne, le commandant de La Prévoyante, le navire qui accoste à Nossi-Bé en 1840.



Mayotte, 2011, n° 248

170^e anniversaire du rattachement de Mayotte à la France. Effigies du sultan Andriantsoly et de Pierre Passot

et de Pierre Passot

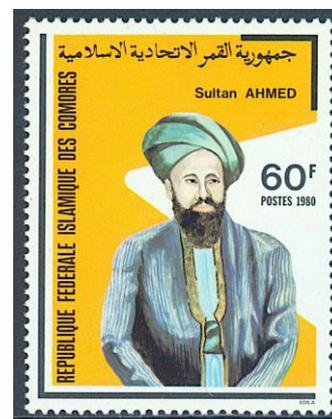
En 1886, le protectorat français est étendu sur l'ensemble de l'archipel des Comores. En 1908, la France va encore plus loin : Mayotte, avec le statut de colonie, et les trois autres îles avec le statut de protectorat, sont rattachées au gouvernement général de Madagascar. En 1912, Les Comores dans leur ensemble sont considérées comme faisant intégralement partie de la colonie de Madagascar.

L'administration française des îles commence par réduire sensiblement le nombre des petits sultanats locaux, et finit par déposer les derniers sultans, le tout dernier en 1912.

Les Comores ont émis des timbres pour honorer leurs derniers sultans, qui ont essayé en vain de s'opposer à la mainmise française sur l'archipel.



Sultan Said Ali (1875-1892)



Sultan Ahmed (environ 1830-1875)

1980, n°s 326/327

Sultans de la Grande Comore



Sultan Said Mohamed Sidi (1892-1912)



Sultan Ahmed Abdallah (1852-1891)



Sultan Salim (1837-1852)



Sultans Said Mohamed Sidi et Ahmed Abdallah

1982, n°s 384/387

Sultans d'Anjouan

À partir de 1892, des timbres au type "Groupe" sont émis pour chaque île séparément. De 1911 à 1950, ce sont les timbres de Madagascar qui sont employés dans les îles des Comores.



1892, timbres au type "Groupe" avec la légende "Sultanat d'Anjouan"



1897, timbres au type "Groupe" avec la légende "Grande Comore"



1892, timbres au type "Groupe" avec la légende "Mayotte"



1906, timbres au type "Groupe" avec la légende "Mohéli"

Les Comores vont être une partie intégrante de Madagascar jusqu'après la deuxième guerre mondiale. En 1946, l'archipel est séparé administrativement de Madagascar et reçoit une certaine autonomie. La capitale en est alors Dzaoudzi, dans l'île de Mayotte.

Après leur entrée dans la Communauté française créée en 1958, les Comores obtiennent une très large autonomie le 22 décembre 1961. L'archipel émet ses propres timbres à partir de 1958.

De 1962 jusqu'à sa mort en 1970, le gouvernement local est dirigé par Said Mohamed Cheikh, qui avait été le seul député des Comores à Paris. Celui-ci transfère en 1966 la capitale de Dzaoudzi à Moroni, dans l'île de Grande Comore, au grand mécontentement de Mayotte.



1973, P.A. n°s 50/51



Said Mohamed Cheikh



1980, Service n°s 8/9



La volonté d'indépendance se fait de plus en plus entendre aux Comores, et le 22 décembre 1974, la France y organise un référendum pour décider de l'avenir de l'archipel.

Les Comores votent massivement pour l'indépendance, sauf Mayotte qui demande à rester française. L'indépendance des Comores (Anjouan, Mohéli et Grande Comore) est proclamée le 6 juillet 1975. Dès cette proclamation, tous les timbres précédents disponibles reçoivent une surcharge "ETAT COMORIEN".



1975, Timbres des Comores avec la surcharge "ETAT COMORIEN"



1976, n°s 154/155

Premier anniversaire de l'indépendance

Malgré la volonté des Comores de réabsorber Mayotte, celle-ci continue toujours à affirmer sa préférence pour la France. Le principal leader du mouvement pour la France à Mayotte est Younoussa Bamaña, qui sera président du Conseil général de Mayotte de 1977 à 2004.

Mayotte émet depuis 1997 ses propres timbres. Ce sont initialement des timbres de France surchargés "MAYOTTE"



1998, n°s 48/50

Timbres de France surchargés "MAYOTTE"



*2008, n° 216
Younoussa Bamana*

Mayotte devient finalement le 31 mars 2011 un département français d'outre-mer.



*2011, n° 259
Mayotte devient un département français d'outre-mer*

III. L'île de la Réunion



Le drapeau officiel de la Réunion est celui... de la France !

L'île de la Réunion est située dans l'océan Indien, environ 680 kilomètres à l'est de Madagascar. C'est actuellement un département français d'outre-mer. Le chef-lieu en est Saint-Denis.

Avec une superficie dépassant les 2500 km², la Réunion compte environ 860 000 habitants.



Carte de l'île de la Réunion (Extrait du site internet mackoo.com)

L'île de la Réunion fait partie, avec l'île Maurice et l'île Rodrigues, des îles Mascareignes, dont le nom provient du navigateur portugais Pedro de Mascarenhas, un des premiers Européens à avoir aperçu l'île de la Réunion en 1513.

Dans la première moitié du 17^e siècle, des navigateurs anglais et français débarquent à la Réunion, mais sans s'y installer.

Les Français, commandés par Jacques de Pronis, prennent officiellement possession de l'île en 1642 et la baptisent île Bourbon. Pendant deux décennies à partir de 1646, les seuls habitants sont des mutins qui y sont envoyés en exil à partir de Madagascar. Le premier Français qui s'y installe volontairement est Louis Payen, en 1663.



*En 1642, débarquement de Jacques de Pronis sur l'île.
En médaillon : le roi Louis XIII et le cardinal de Richelieu*



*Pierre Poivre important en 1767 des épices dans l'île Bourbon
1943, n°s 180/1185 & P.A. n°s 18/23
300^e anniversaire du rattachement de l'île Bourbon à la France*

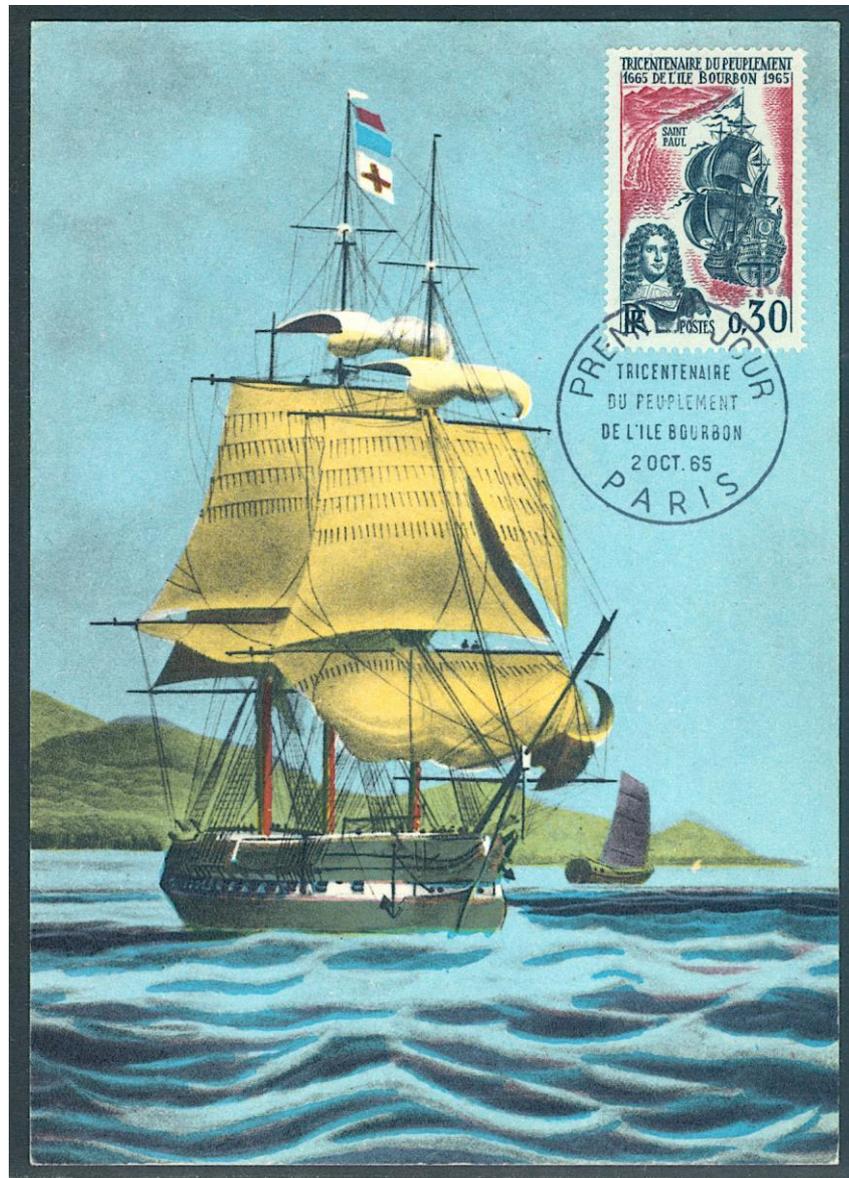
En 1665, la Compagnie française des Indes orientales reçoit l'administration de l'île, et y envoie Étienne Regnault comme gouverneur, avec quelques colons. Cette colonisation s'avère un succès, et la population s'accroît progressivement.



1965, n° 365



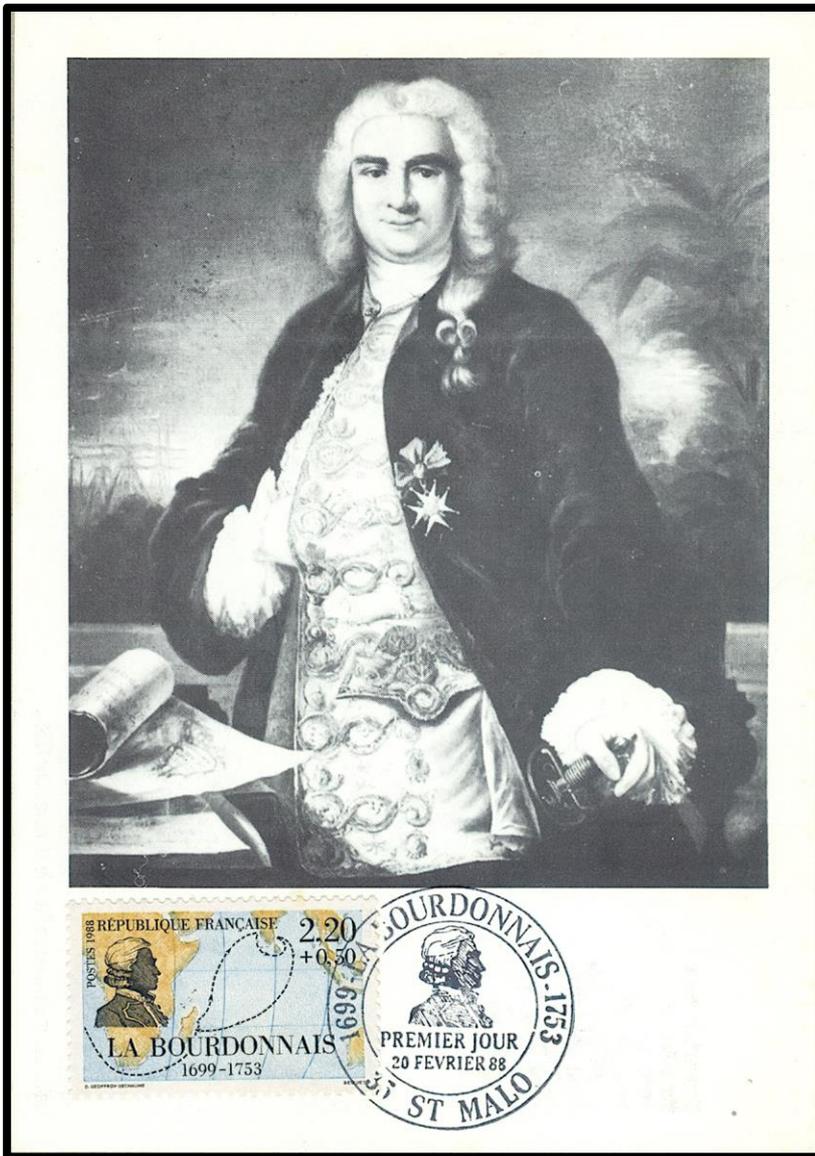
France, 1965, n° 1461



*France, carte maximum de 1965 avec le timbre n° 1461
300^e anniversaire de la colonisation de l'île Bourbon par Étienne Regnault*

Lorsque la culture du café est introduite dans l'île Bourbon en 1715, cela devient en quelques années la principale source de revenus de l'île, qui devient rapidement une colonie prospère.

En 1735, Bertrand-François Mahé de La Bourdonnais est nommé gouverneur des îles Mascareignes. Il transfère le siège de son gouvernement à l'île de France (qui deviendra plus tard l'île Maurice), qui supprime ainsi l'île Bourbon comme île principale.



*France, carte maximum de 1988 avec le timbre n° 2520
Bertrand-François Mahé de La Bourdonnais*



France, 1988, n° 2520

Après la guerre de Sept Ans (1756-1763), la Grande-Bretagne a remplacé la France comme principale puissance navale, et le commerce de la Réunion périclita, au point que la Compagnie française des Indes orientales se trouve au bord de la ruine, et est contrainte en 1767 de rétrocéder les îles Mascareignes au roi de France Louis XV.

Heureusement, le botaniste Pierre Poivre est nommé en 1767 intendant des îles Mascareignes, et en six ans, en diversifiant les cultures et en introduisant des nouvelles espèces, il rend sa prospérité à l'île Bourbon.

La Révolution française va changer le destin de l'île. L'esclavage est officiellement aboli en 1794, mais les administrateurs locaux ne tiennent aucun compte de ce décret. Le nom de Bourbon est supprimé, et l'île reçoit en avril 1794 son nouveau nom : la Réunion.

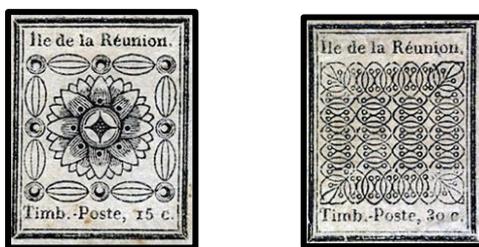
Après la perte par la France de Saint-Domingue (Haïti) en 1804, les plantations de café sont progressivement abandonnées et remplacées par la canne à sucre, qui devient la principale ressource de l'île.

En juillet 1810, pendant les guerres napoléoniennes, la Réunion est conquise par la marine britannique, et retrouve son nom d'île Bourbon.

Par le traité de Paris, signé le 30 mai 1814, la France reconnaît officiellement la souveraineté britannique sur les Seychelles et sur l'île Maurice, mais récupère l'île Bourbon, qui redevient l'île de la Réunion.

La France continue à administrer l'île, et lui donne le 19 mars 1946 le statut de département français d'outre-mer.

La philatélie suit cette évolution. En janvier 1852, trois ans après la France, deux timbres (15c. et 30c.) sont imprimés localement. Ce sont actuellement des raretés mondiales, qui demandent cependant une expertise sérieuse et compétente, car il y a de très nombreuses falsifications et réimpressions.



1852, les premiers timbres de la Réunion (facsimilés)

Puis viennent les timbres des Colonies françaises avec la surcharge "REUNION", et à partir de 1892, comme dans la majorité des colonies françaises, des timbres au type "Groupe".



1891, timbres des Colonies françaises avec la surcharge "REUNION"



1892, timbres de la Réunion au type "Groupe"

En 1907, la première série de timbres représentant la carte de l'île et des paysages est émise. Elle servira, avec des nouvelles valeurs et des surcharges, jusqu'à la nouvelle série de 1933. Ensuite viennent les grandes séries coloniales et finalement une dernière grande série avec des paysages en 1947.



1907, timbres de la première grande série



1933, timbres de la deuxième grande série



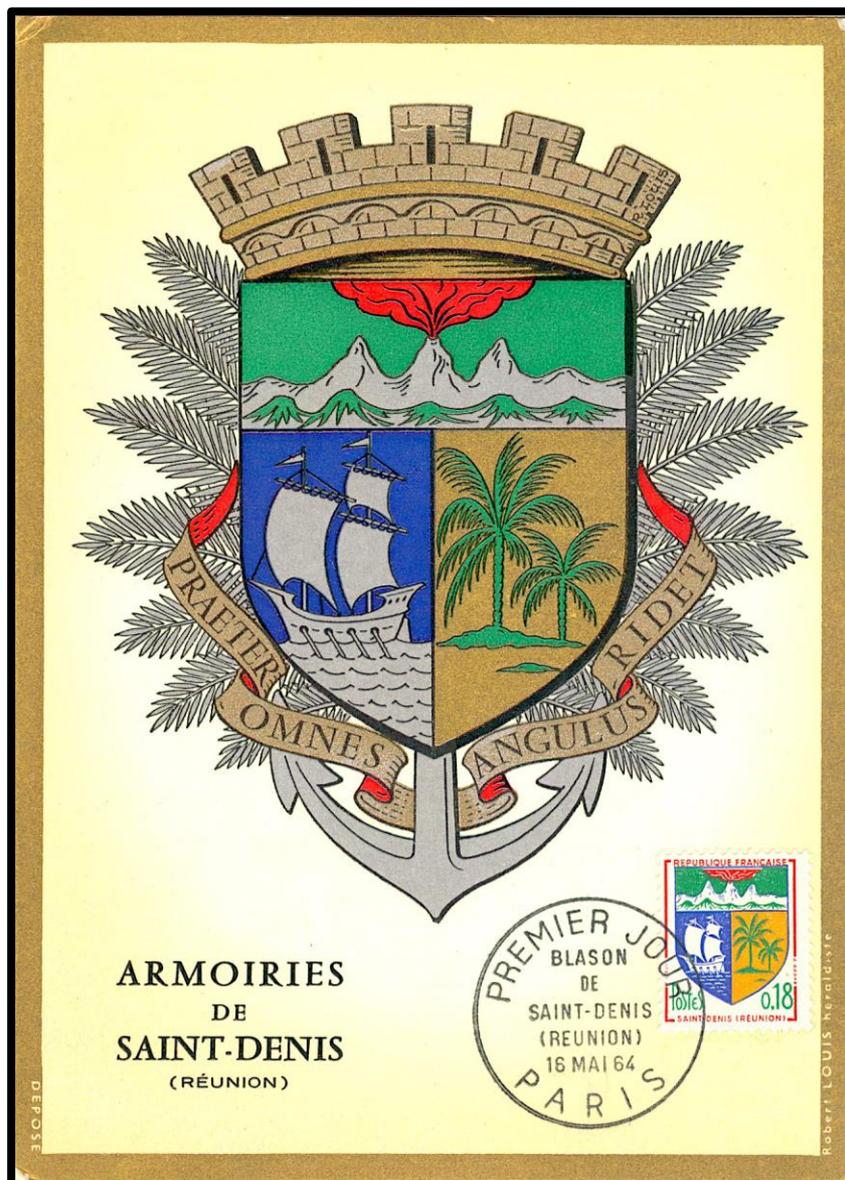
1947, timbres de la troisième grande série

À partir de 1949 et jusqu'en 1974, les timbres de France sont employés avec une surcharge en francs CFA (cette abréviation signifie chronologiquement *Colonies françaises d'Afrique* de 1945 à 1958, *Communauté française d'Afrique* de 1958 à 1960 et *Communauté financière africaine* à partir de 1960).



De 1949 à 1974, timbres de France surchargés en francs CFA pour la Réunion

À partir du 1^{er} janvier 1975, le franc CFA est supprimé et remplacé par le franc français, et ce sont alors les timbres de France qui sont employés à la Réunion.



*France, carte maximum de 1964 avec le timbre n° 1354A
Armoiries de Saint-Denis, le chef-lieu du département de la Réunion*

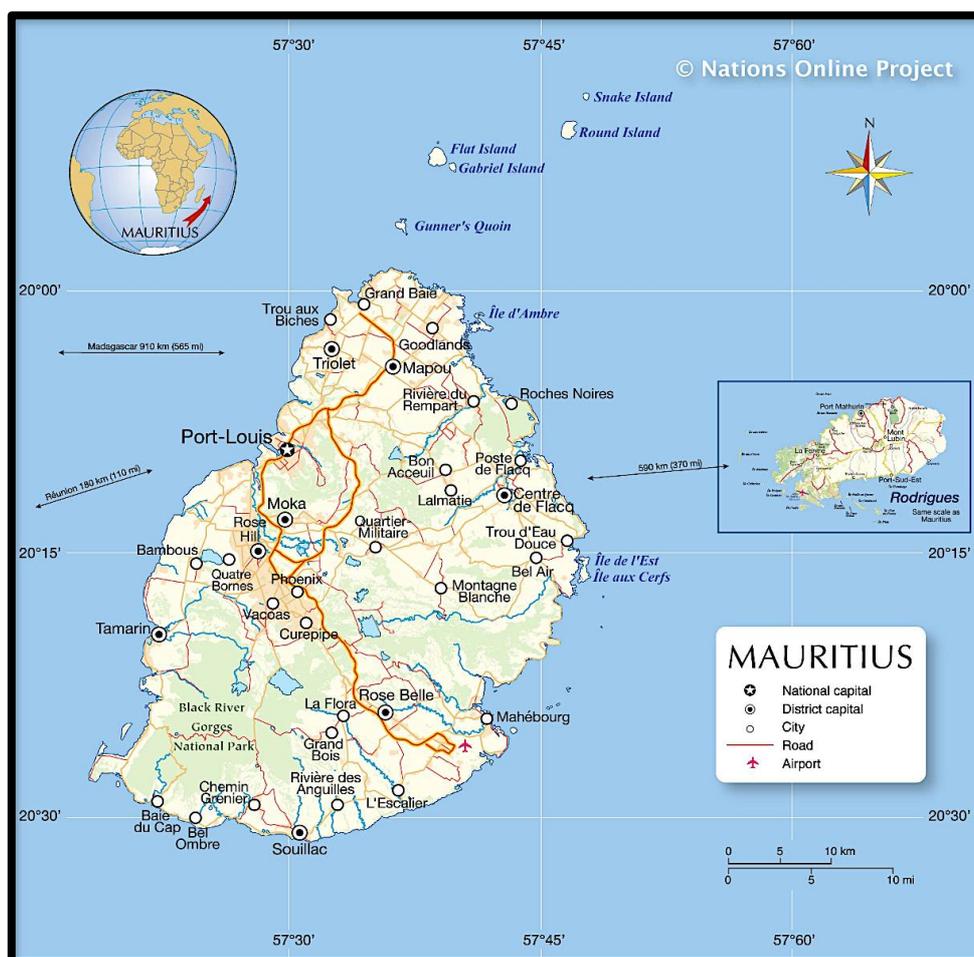
IV. L'île Maurice



L'île Maurice est située dans l'océan Indien, environ 170 kilomètres au nord-est de la Réunion.

L'île Maurice n'est en fait que l'île principale de l'archipel qui forme l'État indépendant de Maurice, qui inclut également l'île Rodrigues, située 560 kilomètres plus à l'est, et quelques minuscules îles de moindre importance.

Sa superficie est de 2 040 km², et le nombre d'habitants est d'environ 1 380 000. La capitale est Port-Louis.



Carte de l'île Maurice (Extrait du site internet nationsonline.org)

Les îles Mascareignes – le nom vient du navigateur portugais Pedro de Mascarenhas – désignent la Réunion, Maurice et Rodrigues, trois îles de l’océan Indien.

Maurice était déjà connue des Arabes, mais les premiers Européens qui la visitent sont les Portugais, au début du 16^e siècle. Ce n’est pour les Portugais rien de plus qu’une escale sans importance sur la route des Indes.



1969, n° 449

Carte portugaise de 1519, comportant déjà l’île Maurice

Vers la fin du 16^e siècle, la Compagnie néerlandaise des Indes orientales (*Vereenigde Oostindische Compagnie*, en abrégé *VOC*) commence à s’intéresser à l’île Maurice, pour son excellente position sur la route maritime entre l’Afrique du Sud et les Indes.

En septembre 1598, une escadre hollandaise de la VOC accoste sur l’île, à laquelle ils donnent le nom de *Prins Maurits van Nassau eiland*, en hommage au stadhouder de Hollande Maurice de Nassau. C’est devenu plus tard simplement l’île Maurice.



1998, n°s 908/911

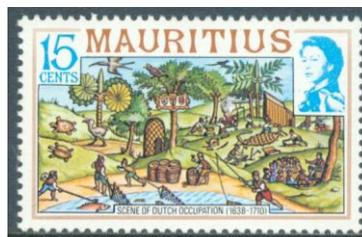
400^e anniversaire de l’arrivée des Hollandais.

Le premier timbre montre l’effigie du stadhouder Maurice de Nassau



*1998, bloc 20
400^e anniversaire de l'arrivée des Hollandais.*

Il faut cependant attendre 1638 pour voir la première installation permanente de colons hollandais, venant du Cap. Ils y vivent de la traite des esclaves venant de Madagascar et du commerce de bois d'ébène. Ce n'est pourtant pas un succès, les conditions de vie y sont plus que précaires et l'île est même entièrement abandonnée entre 1658 et 1664.



*1978, n° 450
L'occupation hollandaise de 1638 à 1710*

Constatant l'impossibilité de faire fructifier cette colonie, les Hollandais quittent définitivement l'île Maurice en 1710. Les nombreuses épidémies, les problèmes d'approvisionnement par mer, la sécheresse et les difficultés croissantes pour contenir les révoltes des esclaves sont les causes majeures du départ des Hollandais. Ils n'ont pas laissé de bons souvenirs à l'île Maurice : ils ont, par un abattage intensif, épuisé les ressources en bois précieux et ils ont complètement détruit la biodiversité, faisant disparaître les espèces locales comme le dodo et la tortue géante.

Après les Hollandais viennent les Français : en septembre 1715, Guillaume Dufresne d'Arzel, de Saint-Malo, met pied sur l'île Maurice, et en prend possession au nom de la France. Cela se passe dans le cadre des "expéditions de Moka" : la France avait pris goût au café, et constaté que le meilleur café provenait de la ville de Moka, au Yémen. Plusieurs expéditions sont organisées au début du 18^e siècle pour ramener du café de Moka, et c'est au cours de la troisième expédition que l'île Maurice est annexée et reçoit son nouveau nom : *île de France*.



1978, n° 453

L'arrivée de Guillaume Dufresne d'Arsel en 1715



2015, n° 1189



France, 2015, n° 4979

300^e anniversaire de l'arrivée de Guillaume Dufresne d'Arsel en 1715

L'administration de l'île Maurice est confiée à la *Compagnie française des Indes orientales*, qui y installe des colons et des esclaves. Le café est introduit dans les îles Maurice et la Réunion, et il fait de ces îles des établissements rentables. Au café viennent s'ajouter rapidement la production d'épices et les plantations de canne à sucre. Mais ces exploitations agricoles demandent une forte main-d'œuvre, et des milliers d'esclaves noirs sont importés de Madagascar et d'Afrique orientale.

L'île va surtout se développer à partir de 1735, lorsque Bertrand-François Mahé de La Bourdonnais est nommé gouverneur général des Mascareignes. Il fortifie l'île, fait prospérer l'économie et le commerce, modernise les infrastructures, et fonde la ville de Port-Louis, dont il développe le port.

Après un conflit avec Duplex en Inde, La Bourdonnais est destitué en 1747 et est détenu en prison pendant trois ans en France. Il est complètement blanchi et réhabilité en 1751, mais malade et déprimé, il meurt en 1753.

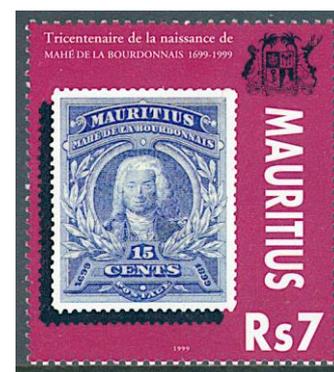


1899, n° 98



1997, n° 877

Bertrand-François Mahé de La Bourdonnais



1999, n° 921



1985, n°s 639/642
250^e anniversaire de Port-Louis



1978, n° 454
La construction de Port-Louis, à partir de 1735

La guerre de Sept Ans (1756-1763) a définitivement mis fin à la suprématie française dans les océans, où elle est remplacée par l'Angleterre. Le commerce périclité, et la Compagnie française des Indes orientales, au bord de la ruine, est contrainte en 1767 de rétrocéder les îles Mascareignes au roi de France Louis XV.

Dans la deuxième moitié du 18^e siècle, le principal administrateur est Pierre Poivre, qui est intendant des Mascareignes de 1767 à 1772. Botaniste de renom, il développe et améliore un grand nombre de cultures et installe de nouvelles plantations à l'île Maurice. Il fait en cinq ans de l'île une colonie prospère.



1978, n° 455



2019, n° 1239

Pierre Poivre

Lorsque la Révolution française éclate, la Convention interdit la traite des Noirs en 1793 et abolit l'esclavage en 1794, mais ces décrets ne sont pas appliqués par les colons de l'île Maurice.

Les guerres napoléoniennes vont bouleverser la vie aux îles Mascareignes. La marine britannique cherche à éliminer la France dans cette partie de l'océan Indien, parce que les corsaires français, au service de l'empereur, leur causent de grandes pertes. Les plus importants corsaires sont sans conteste Robert Surcouf, qui inflige de très lourdes pertes aux Anglais, mais également François-Thomas Le Môme.



Robert Surcouf



François-Thomas Le Môme

*1972, n°s 385/388
Pirates et corsaires.*

Le sort van basculer en 1810 : les Français obtiennent d'abord en septembre 1810 une superbe victoire navale dans la bataille de la baie de Grand Port, dans la partie orientale de l'île, mais dès décembre 1810, une escadre britannique plus importante envahit sans grands problèmes l'île de France, qui devient ainsi une possession anglaise et qui reprend son nom d'île Maurice.



1978, n° 458



2010, n°s 1120/1121

La bataille navale de la baie de Grand Port (septembre 1810)



1978, n° 459



2010, n°s 1124/1125

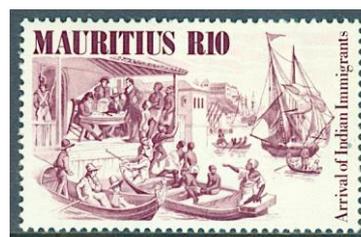


200^e anniversaire de la conquête de l'île Maurice par les Britanniques, fin 1810

La domination anglaise commence en douceur, avec un grand respect pour la langue française et pour les religions, traditions et coutumes locales. Les choses s'enveniment à partir des années 1830, lorsque les autorités britanniques exigent de plus en plus l'emploi unique de la langue anglaise.

Les plantations de canne à sucre engendrent une grande prospérité, mais nécessitent le travail forcé d'innombrables esclaves : en 1833, l'île compte à peine 100 000 habitants, dont 80 000 esclaves !

L'esclavage est aboli à l'île Maurice en 1835. Les esclaves, libérés, seront rapidement remplacés dans les plantations par des immigrants chinois et surtout indiens : on estime à 200 000 le nombre de ces immigrants qui viennent s'engager comme travailleurs agricoles. Leur nombre change radicalement la composition de la population, ainsi que la religion de la majorité : les Indiens importent les religions hindouiste et musulmane dans l'île Maurice.



1984, n°s 607/610

150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage et immigration massive d'Indiens



1978, n° 462

L'immigration indienne à partir de 1835

Il faut ouvrir ici une parenthèse philatélique, qui a fait de l'île Maurice une célébrité mondiale de la philatélie. Il s'agit des premiers timbres-poste de l'île.

En 1847 le directeur de la poste locale voulait disposer de timbres-poste, une nouvelle invention pour payer le courrier, introduite en Angleterre depuis 1840. Le gouverneur, Sir William Gomm, se déclare d'accord, et fait appel à Joseph Barnard, un horloger, graveur et imprimeur local, pour produire les nouvelles figurines postales nécessaires pour affranchir le courrier.

Mais le plus grand enthousiasme pour cette nouveauté vient de Lady Gomm, l'épouse du gouverneur. Elle donne un bal masqué le 30 septembre 1847, et veut absolument obtenir ces timbres pour affranchir ses invitations pour le bal.

Barnard est contraint d'effectuer son travail en grande rapidité, et il produit – juste à temps pour le bal masqué – 500 timbres rouges à 1 penny et 500 timbres bleus à 2 pence. Dans sa célérité, il a cependant fait une erreur : au lieu de la légende prévue "Post Paid", il a mis "Post Office" !

Les rares timbres survivants – moins de trente de ces mille exemplaires imprimés en 1847 – sont maintenant des raretés mondiales et ils atteignent dans les ventes internationales des prix astronomiques.



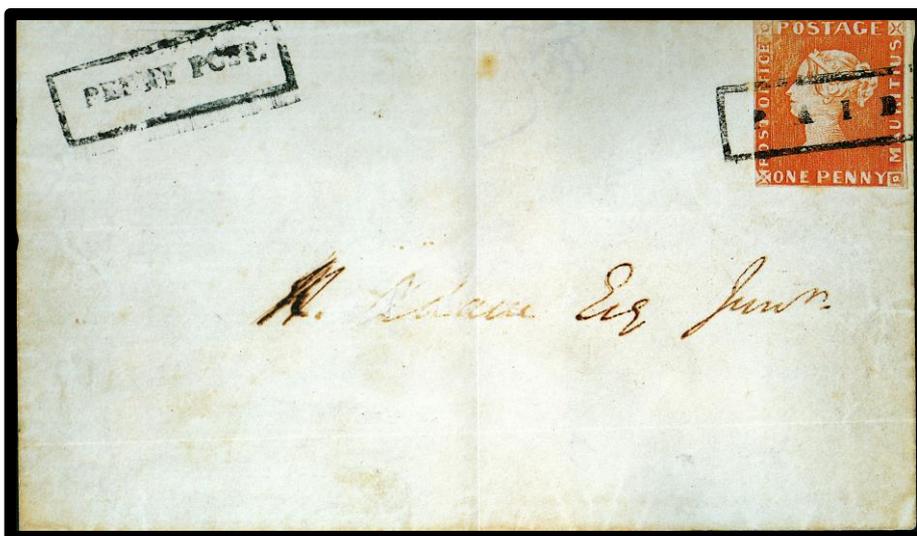
1978, n° 461
Sir William Gomm et le bal de Lady Gomm



1997, n° 879



1991, n° 758
Le graveur Joseph Barnard



L'invitation pour le bal masqué de Lady Gomm (facsimilé)



1847, les premiers timbres de l'île Maurice (facsimilés)

De nombreuses épidémies (choléra, malaria, etc.) qui font plus de 50 000 victimes, et l'ouverture du canal de Suez – qui fait que l'île Maurice perd son importance sur la route maritime des Indes – provoquent un déclin économique et commercial. Il y a une grande émigration vers Madagascar, et la population de l'île décroît fortement.

L'entre-deux-guerres voit se développer une demande croissante de plus d'autonomie et plus de justice sociale. En 1936, le *Parti travailliste mauricien* est créé par Maurice Curé. Il sera toujours le principal parti politique de l'île.



2011, n° 1132
Maurice Curé

Finalement, dans le cadre de la décolonisation générale des années 1960, l'île Maurice devient indépendante le 12 mars 1968. La reine Élisabeth II d'Angleterre reste le chef d'État officiel de l'île, représentée sur place par un gouverneur. Les pouvoirs exécutif et législatif sont cependant exercés par le premier ministre, assisté du parlement.



1968, n°s 311/316

L'indépendance de l'île Maurice, proclamée le 12 mars 1968



1978, n° 468

*Raman Osman, gouverneur en 1968,
et Sir Seewoosagur Ramgoolan,
premier ministre en 1968*



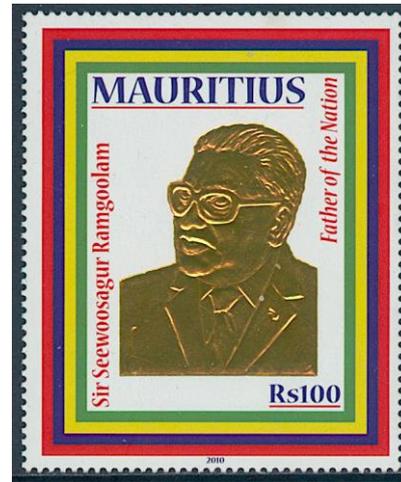
1988, n° 694

*Sir Veerasamy Ringadoo, gouverneur en 1988
et Anerood Jugnauth,
premier ministre en 1988*

Le premier chef de gouvernement de l'île Maurice indépendante est Sir Seewoosagur Ramgoolam, le leader du parti travailliste qui est considéré comme le père de la nation et qui gouvernera l'île de 1968 à 1982.



1980, n° 514



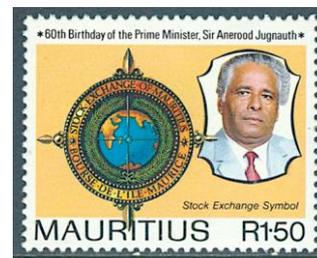
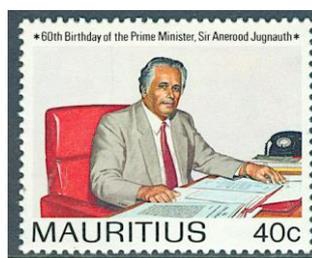
2010, n° 1122



2000, n°s 963/966

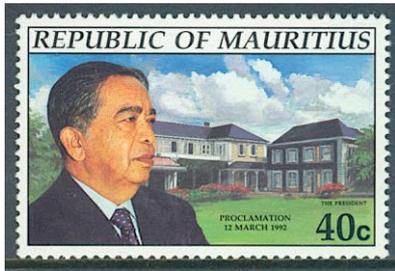
Sir Seewoosagar Ramgoolan, chef du gouvernement de 1968 à 1982

Un autre membre influent de l'île Maurice indépendante est Sir Anerood Jugnauth. Fondateur et leader du MSM (*Militant Socialist Movement*), il est trois fois premier ministre entre 1982 et 2017 (1982-1995, 2000-2003 et 2014-2017), et président de la République de Maurice de 2003 à 2012.



1990, n°s 735/739
Sir Anerood Jugnauth

Le 12 mars 1992, exactement 24 ans après la déclaration d'indépendance, la monarchie est abolie et la reine Élisabeth II de Grande-Bretagne cesse d'être la souveraine de l'île Maurice.



Le président Cassam Uteem



Le premier ministre Anerood Jugnauth



1992, n°s 773/776

Proclamation de la République de Maurice



2017, n° 1207

25^e anniversaire de la République de Maurice

Un problème qui continue à envenimer les relations entre Port-Louis et Londres est celui des îles Chagos. Cet archipel, à mi-chemin entre l'île Maurice et les Maldives, faisait partie de la colonie britannique de l'île Maurice jusqu'en 1965, quand Londres sépare l'archipel des Chagos de Maurice pour en faire un territoire britannique à part, le BIOT (*British Indian Ocean Territory*).

La raison en est simple : les États-Unis voulaient faire de Diego Garcia, une des plus importantes îles de l'archipel, une grande et forte base militaire. Ils louent cette île, mais exigent et obtiennent que la population entière des Chagos soit expulsée et transférée à l'île Maurice. Cela se passe entre 1967 et 1973, en échange de fortes compensations financières, et cela rend les Chagos inhabitées depuis, sauf en ce qui concerne la base militaire américaine de Diego Garcia.

L'île Maurice continue cependant à revendiquer l'archipel des Chagos, et a porté l'affaire en 2017 devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, et en 2018 devant la Cour internationale de justice.

Ils ont obtenu gain de cause, et le gouvernement britannique a été sommé de rendre les Chagos à l'île Maurice dans les six mois. Mais Londres continue à faire la sourde oreille et les choses n'ont pas encore évolué depuis...

Et pour remplir la caisse, le BIOT a déjà émis depuis 1968 près de 700 timbres-poste à l'usage exclusif des militaires casernés à Diego Garcia...



2017, n°s 1216/1218

L'archipel des Chagos revendiqué par l'île Maurice



2019, n°s 1240/1241

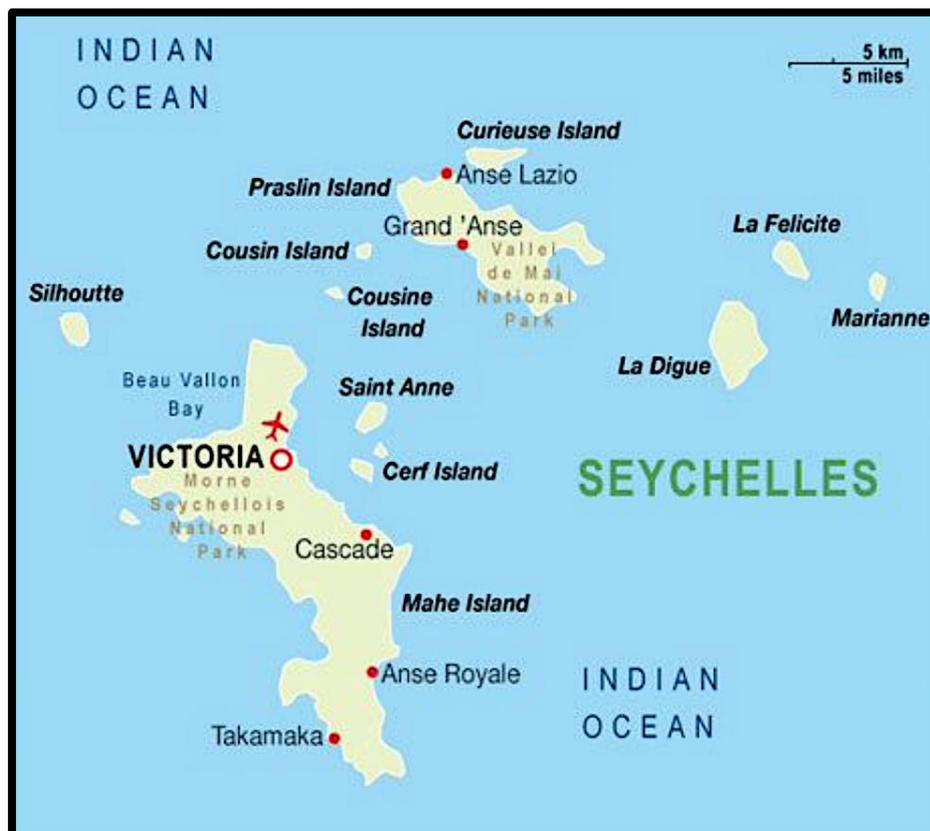
La Cour internationale de justice donne raison à l'île Maurice

V. Les îles Seychelles



Les Seychelles sont un archipel situé dans l'océan Indien, à plus de 1000 kilomètres au nord de Madagascar. Cet archipel est constitué de 115 îles, dont les plus importantes sont Mahé, Praslin et La Digue. C'est actuellement une république, avec Victoria, sur l'île de Mahé, comme capitale.

La superficie de l'archipel est de 455 km², et le nombre d'habitants est environ 100000.



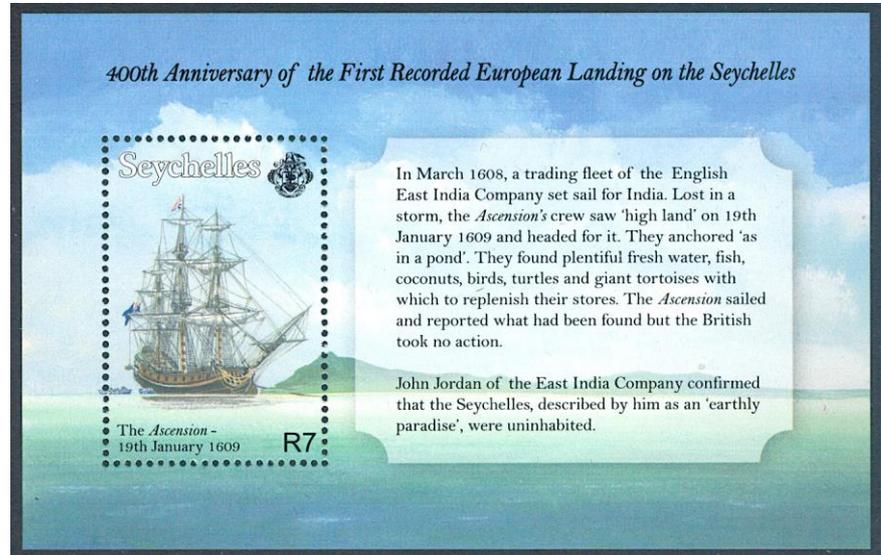
Carte des îles Seychelles (Extrait du site internet pinterest.com)

Les premiers Européens qui ont découvert certaines îles de l'archipel des Seychelles sont les Portugais, depuis le deuxième voyage de Vasco da Gama (1502-1503). Ils explorent la région, mais ne s'y installent pas.

Ce n'est qu'en 1609 qu'a lieu le premier débarquement d'Européens dans l'archipel des Seychelles. Le voilier *Ascension*, un navire de l'*East India Company* britannique, en route vers les Indes, est dévié par la tempête et l'équipage accoste aux Seychelles. Il ne s'y attarde pas, mais la description faite dans le livre de bord est idyllique : les Seychelles y sont décrites comme un véritable paradis terrestre.



1976, n° 343



2009, bloc 45

Le premier débarquement aux Seychelles en 1609

Les îles restent inhabitées, et durant le 17^e siècle et la première moitié du 18^e siècle, elles sont un repaire idéal pour les pirates venus des Caraïbes et qui s'étaient installés à Madagascar.



1969, n°s 258 & 259

Pirates et corsaires aux Seychelles

Les Français se manifestent aux Seychelles avec la nomination de Bertrand-François Mahé de La Bourdonnais comme gouverneur-général des Mascareignes. Résidant à l'île de France (qui deviendra plus tard l'île Maurice et qui était française depuis 1715), il se rend compte de l'importance des Seychelles pour sécuriser la route maritime des Indes. Il envoie une première expédition en 1742 vers les Seychelles, commandée par Lazare Picault. Celui-ci débarque à Mahé, qu'il nomme ainsi en hommage au gouverneur-général. Il nomme l'archipel entier *îles de la Bourdonnais*.



1969, n° 252

L'expédition de Lazare Picault en 1742

Il faut cependant attendre 1756 pour voir une nouvelle expédition française, avec la frégate *Le Cerf*, prendre officiellement possession des Seychelles, en gravant les armoiries de la France dans la pierre. Cette pierre a reçu le nom de "pierre de possession". La Bourdonnais étant mort en disgrâce en France en 1753, les îles sont rebaptisées et reçoivent leur nouveau nom de Seychelles, en hommage à Jean Moreau de Séchelles, alors ministre des finances de Louis XV.



1969, n° 257



1976, n° 344

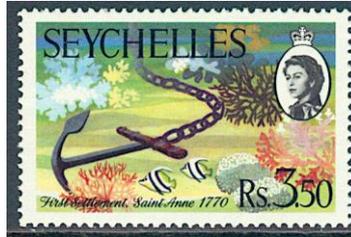
Pose de la "pierre de possession"

Des nouvelles expéditions ont lieu en 1768. On voit sur les timbres-poste de 1968 l'arrivée de *La Digue* et de *La Curieuse* à l'île Praslin en 1768. Mais la première installation de colons français aux Seychelles, à l'île Sainte-Anne, n'a lieu qu'en 1770, suivie par une seconde colonie en 1771 sur l'île Mahé.



1968, n°s 243/246

200^e anniversaire du débarquement à Praslin en 1768



1970, n°s 267/270

200^e anniversaire de la première installation de colons français à Sainte-Anne en 1770



1976, n° 345

Arrivée des premiers colons aux Seychelles

En 1793, le Français Jean-Baptiste Quéau de Quincy (ou Quinssy) est nommé commandant des Seychelles. Il connaît un parcours plutôt bizarre : d'abord au service du roi Louis XVI, il se met au service de la République après la chute de la monarchie en 1792. Lorsque les Anglais attaquent les Seychelles en 1794, Quéau de Quincy, ne disposant que de moyens de défense insignifiants, est contraint de capituler dès le 17 mai 1794, le lendemain de l'attaque. Les Seychelles tombent alors sous la domination britannique, mais Quéau de Quincy restera à la tête des Seychelles – maintenant au service de Londres – jusqu'à l'installation définitive des Anglais en 1811. Il a eu un grand problème le 11 juillet 1801, pendant la période napoléonienne, quand un combat naval oppose la frégate française *La Chiffonne* au bateau anglais *Sybille*, qui remporte la victoire.



1976, n° 346

J.-B. Quéau de Quincy



1969, n° 264



1969, n° 261

La capitulation de 1794



1969, n° 262

La bataille navale en 1801 entre la Chiffonne et la Sybille

La véritable occupation anglaise ne commence cependant qu'en avril 1811. Le premier décret britannique important est promulgué en 1812 : il concerne l'abolition de l'esclavage, mais il faudra encore un quart de siècle avant que ce décret soit vraiment appliqué concrètement dans l'archipel.

Par le traité de Paris, signé le 30 mai 1814, la France reconnaît officiellement la souveraineté britannique sur les Seychelles et sur l'île Maurice, mais récupère la Réunion.

La population active s'accroît fortement à partir de 1835, lorsque l'abolition de l'esclavage, jusqu'alors purement théorique, devient concrète. Dans le 19^e siècle, la population augmente également, car les Seychelles deviennent une terre d'asile pour tous les esclaves libérés des navires négriers interceptés dans l'océan Indien. Ces navires sont systématiquement dirigés vers les Seychelles, et les esclaves y deviennent des citoyens libres.

Les Seychelles ont également été plusieurs fois un lieu où des opposants politiques à l'impérialisme britannique étaient exilés : les exemples les plus célèbres, parmi nombreux autres, sont le premier ministre égyptien Saad Zaghloul et le leader chypriote l'archevêque Makarios.



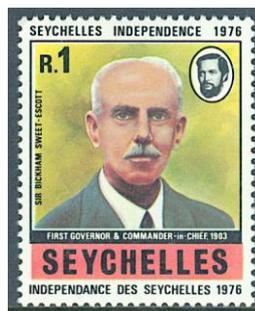
Égypte, 1977, n° 1027
Saad Zaghloul



1996, n°s 810/811
L'archevêque Makarios

L'ouverture du canal de Suez inaugure une période de prospérité pour les Seychelles, qui deviennent une importante escale pour tout le commerce dans l'océan Indien. Cette prospérité sera cependant fortement freinée par les deux guerres mondiales et la crise économique mondiale des années 1930.

Les Seychelles ne deviennent cependant officiellement une colonie britannique (*Crown colony*) qu'en 1903. Le premier gouverneur colonial est Sir Ernest Bickham Sweet-Escott.



1976, n° 347
Sir Ernest Bickham Sweet-Escott

L'année 1964 voit la création des premiers partis politiques locaux : le SDP (*Seychelles Democratic Party*), qui veut rester dans l'Empire britannique, et le SPUP (*Seychelles People's United Party*), qui demande plus d'autonomie et même l'indépendance.



1984, n°s 553/556

20^e anniversaire du parti politique SPUP. Le n° 556 montre l'effigie du président René



1989, n°s 687/690

25^e anniversaire du parti politique SPUP. Le président René.

Initialement, le SDP obtient la majorité aux élections, et les Seychelles restent dans l'Empire britannique. Mais à partir de 1975, le SDP commence lui aussi à demander l'indépendance, et celle-ci est accordée par Londres : les Seychelles deviennent indépendantes le 29 juin 1976.



Le siège du gouvernement

Armoiries

Drapeau

1976, n°s 348/350

L'indépendance des Seychelles, le 29 juin 1976



1976, n° 354G

Timbre de la série de 1969, surchargée pour l'indépendance

Initialement, les deux partis, le SDP et le SPUP, forment une coalition. James Mancham, le leader du SDP, obtient la présidence et France-Albert René, le leader du SPUP, devient premier ministre. Mais rapidement, la discorde s'installe, et le 5 juin 1977, un coup d'État écarte Mancham, et René s'empare de la présidence. France-Albert René va occuper cette présidence pendant 27 ans.

Les Seychelles deviennent un pays socialo-communiste à parti unique, mais, sous la pression internationale, René est contraint d'adoucir son régime et de réintroduire le pluralisme politique. Il suit alors une voie nettement moins à gauche, et mise sur le tourisme international. Ce pari est gagné, et les Seychelles connaissent, grâce à ce tourisme de luxe, une prospérité rarement égalée en Afrique.



1978, n°s 393/396



1987, n°s 627/630

Premier et 10^e anniversaire du coup d'État du 5 juin 1977

Un "mauvais point" pour l'administration des Seychelles est le fait qu'elle a accordé à partir de 1980 une autonomie postale – totalement superflue – à trois îles (Aldabra, Farquhar et Desroches) qui faisaient initialement partie du territoire britannique de l'océan Indien, mais qui ont été réunies aux Seychelles en 1976.

La légende de ces timbres signifie "les îles éloignées des Seychelles", successivement en trois orthographes différentes, pour des raisons linguistiques locales : en 1980 *Zil Eloigne Sesel*, en 1982 *Zil Elwagne Sesel* et en 1985 *Zil Elwannyen Sesel*.



Zil Eloigne Sesel



Zil Elwagne Sesel



Zil Elwannyen Sesel